Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Programme alimentaire mondial

R A P P O R T S P É C I A L

Synthèse

ÉVALUATION CONJOINTE FAO/PAM DES RÉCOLTES ET DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE – LIBÉRIA, SIERRA LEONE ET GUINÉE

5 janvier 2015

I4311F

Déni

Le présent rapport a été établi par Jean Senahoun, Kisan Gunjal et Rama Mwanundu pour la FAO et Susanna Sandstrom et Valerio Giuffrida pour le PAM, sous la responsabilité des secrétariats de la FAO et du PAM, à partir d'informations officielles et officieuses. Les renseignements figurant dans le présent rapport ne doivent pas être considérés comme représentant l'exposé du point de vue du gouvernement intéressé. De plus, les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent, de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, aucune prise de position quant au statut juridique ou au niveau de développement des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières. La situation pouvant évoluer rapidement, prière de s'adresser aux soussignés pour un complément d'informations le cas échéant.

Shukri Ahmed
Économiste principal, SMIAR
Division du commerce international et des marchés, EST/FAO
Télécopie: 0039-06-5705-4495
Mél: giews1@fao.org

Arif Husain
Directeur Adjoint
Division des Politiques et des Programmes, OSZ/PAM
Télécopie: 0039-06-6513-2817
Mél: arif.husain@wfp.org

Veuillez noter que le présent rapport spécial peut être obtenu sur l'Internet dans le site Web de la FAO aux adresses URL ci-après: www.fao.org http://www.fao.org/giews/ et http://www.wfp.org/food-security/reports/CFSAM

Les alertes spéciales et les rapports spéciaux peuvent aussi être reçus automatiquement par courrier électronique dès leur publication, en souscrivant à la liste de distribution du SMIAR. À cette fin, veuillez envoyer un courrier électronique à la liste électronique de la FAO à l'adresse suivante: mailserv@mailserv.fao.org sans remplir la rubrique sujet, avec le message ci-après:

subscribe SMIARAlertes-L

Pour être rayé de la liste, envoyer le message:

unsubscribe SMIARAlertes-L

© FAO 2015

La FAO encourage l'utilisation, la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Sauf indication contraire, le contenu peut être copié, téléchargé et imprimé aux fins d'étude privée, de recherches ou d'enseignement, ainsi que pour utilisation dans des produits ou services non commerciaux, sous réserve que la FAO soit correctement mentionnée comme source et comme titulaire du droit d'auteur et à condition qu'il ne soit sous-entendu en aucune manière que la FAO approuverait les opinions, produits ou services des utilisateurs.

Toute demande relative aux droits de traduction ou d'adaptation, à la revente ou à d'autres droits d'utilisation commerciale doit être présentée au moyen du formulaire en ligne disponible à www.fao.org/contact-us/licence-request ou adressée par courriel à copyright@fao.org.

Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être achetés par courriel adressé à publications-sales@fao.org.

Acknowledgements

Special thanks go to the following colleagues who provided substantial inputs and contributions to this Special Report:

From FAO: Dominique Burgeon (TCE), Oriane Turot (ESA), Alexis Bonte (RAF), Vincent Martin and Patrick David (Senegal), Joseph Boiwu (Libéria), Isaias Angue Obama and Mario Tedo (Guinea), as well as Gabriel Rugalema and David Mwesigwa (Sierra Leone).

From WFP: Amandine Poncin and Allan Mulando (VAM, Sierra Leone), Emmanuel Anderson and Sayba Tamba (VAM, Libéria), Nadica Rinic and Malick Ndiaye (VAM, Guinea), Anne-Claire Mouilliez, Simon Renk, Dominique Ferretti and Matthieu Tockert (OMD), as well as Oscar Caccavale, Chloe Wong, Jean-Martin Bauer, Tobias Flaeming and Sarah Muir (OSZAF).

Fait saillants

- La production de riz devrait fléchir de 12 pour cent au Libéria, de 8 pour cent en Sierra Leone et de 3,7 pour cent en Guinée.
- Les répercussions sur la production sont nettement plus marquées au niveau infranational (jusqu'à moins 20 pour cent) dans les zones les plus durement touchées par la maladie.
- Le repli global de l'activité économique a sévèrement affecté les salaires et les revenus des ménages.
- Selon les estimations, des centaines de milliers de personnes souffrent d'insécurité alimentaire à cause d'Ébola dans les trois pays, et leur nombre devrait croître en 2015.
- Pour faire face à la perte des moyens de subsistance et aux incertitudes du marché, les interventions nécessaires, principalement dans les domaines de l'aide alimentaire et de l'assistance agricole, devront être préparées avec soin et faire preuve d'une certaine souplesse, quant à leur nature et leur ampleur.

L'épidémie de maladie à virus Ébola (MVE) continue d'avoir un impact défavorable sur le secteur agricole et la sécurité alimentaire en **Guinée**, au **Libéria** et en **Sierra Leone**. L'épidémie qui est apparue en **Guinée**, a progressé très rapidement au **Libéria** et a provoqué une forte perturbation des activités économiques, principalement du fait de changement des comportements par peur de la contagion. En **Sierra Leone**, l'épidémie a entraîné la mise en quarantaine des districts les plus touchés, des restrictions à la circulation des personnes au sein du pays, et la fermeture de certains marchés.

En 2014, les investissements directs étrangers ont ralenti en raison de l'épidémie d'Ébola et le PIB de ces pays devrait s'en ressentir. La Banque mondiale[1] a estimé que le taux de croissance du PIB pourrait passer de 5,9 pour cent à 2,2 pour cent au Libéria; de 11,3 pour cent à 4 pour cent en Sierra Leone; et de 4,5 pour cent à 0,5 pour cent en Guinée.

Pays	Croissance du PIB sans la MVE (%)	Croissance du PIB avec la MVE (%)
Libéria	5,9	2,2
Sierra Leone	11,3	4,0
Guinée	4,5	0,5

Source: Banque mondiale.

Avant la MVE, la part de l'agriculture dans le PIB du **Libéria** était en constante diminution, de 58 pour cent en 2009 à 39 pour cent en 2012. En outre, au cours de la même période, la croissance annuelle de l'agriculture a également reculé de manière significative, de 14 à 4 pour cent. En **Sierra Leone**, l'agriculture reste dominante, mais a également diminué progressivement de 58 pour cent en 2009 à environ 50 pour cent en 2014, selon les prévisions. La croissance annuelle de l'agriculture est quant à elle restée stable, à environ 4 à 5 pour cent. En **Guinée**, la part du secteur agricole n'a cessé de diminuer de 26 pour cent en 2009 à 20 pour cent en 2013, avec une moyenne d'environ 22 pour cent. Dans les trois pays, l'agriculture représente la principale source de subsistance et de revenus pour une grande partie de la population. Cependant, la productivité agricole est restée faible. Le mauvais état des routes et des systèmes d'approvisionnement en eau et en électricité entrave à la fois le stockage et le transport des produits vers les marchés. En conséquence, l'essentiel de la production agricole est destinée à la consommation directe.

Impact sur la production

Dans les trois pays, la production agricole a subi les répercussions de la MVE. Au **Libéria**, la production de riz, principale culture de base, pourrait fléchir de 12 pour cent. Au niveau infranational, les répercussions sont beaucoup plus graves, comme dans les comtés de Lofa et de Margibi, durement touchés par la maladie, où la production de paddy pourrait enregistrer un repli de l'ordre de 20 pour cent. La production de manioc nécessitant moins de main d'œuvre et d'intrants que les autres cultures, l'impact sur la récolte devrait être inférieur. Les estimations indiquent un recul de 5 pour cen t au niveau

[1] Banque mondiale: Rapport sur l'impact économique de l'épidémie d'Ébola au Libéria, en Sierra Leone et en Guinée, 2 décembre 2014.

national, allant de 1 pour cent à Grand Gadeh à plus de 7 pour cent dans les comtés de Lofa et de Margibi. En **Sierra Leone**, la production de riz, principale culture de base, pourrait enregistrer une baisse de 8 pour cent. Ce léger repli au niveau national masque des répercussions plus marquées sur la production et la sécurité alimentaire à l'échelle infranationale. À titre d'exemple, selon les estimations, la récolte de riz pourrait chuter de 17 pour cent dans le district de Kailahun. L'impact sur les récoltes de maïs devrait être nettement moins important (moins 4 pour cent) que sur la production de riz, aussi bien au niveau national qu'infranational. Parmi les principales cultures vivrières, la production de manioc devrait enregistrer des baisses moins significatives, soit moins 3 pour cent au niveau national – de moins 1 pour cent dans le district de Bonthe à moins 6 pour cent dans le district de Kailahun. En **Guinée**, les effets sont relativement localisés, essentiellement dans la zone forestière. La production de riz, principale culture de base, devrait fléchir de 3,7 pour cent à l'échelle nationale, mais pourrait reculer de 8,5 pour cent dans certaines zones comme Nzérékoré. L'impact sur la récolte de maïs devrait être similaire à celui sur la production de riz aussi bien au niveau national qu'infranational. Cependant, le repli de la production de manioc devrait être beaucoup plus faible, de l'ordre de 1,2 pour cent au niveau national.

Pays	Réduction de la production attribuable à Ébola (en milliers de tonnes)	Valeur de la perte de production (en millions d'USD) 1/
Riz		
Libéria	24	10
Sierra Leone	100	43
Guinée	55	23
Manioc		
Libéria	19	2
Sierra Leone	37	4
Guinée	4	0,4
Maïs		
Sierra Leone	2	0,3
Guinée	24	4

Source: Estimations de la FAO.

1/ Sur la base des prix d'équivalence internationaux: Brisures de riz Thaï 100% à 425 USD/tonne; Maïs jaune américain à 175 USD/tonne; prix locaux moyens du manioc au Libéria et en Sierra Leone, environ 100 USD/tonne; petites céréales (sorgho, millet, autres) environ 100 USD/tonne.

Impact sur les marchés et le commerce

Les trois pays sont importateurs nets de céréales, le Libéria étant le pays le plus dépendant à l'égard des importations (jusqu'à 80 pour cent) pour satisfaire la demande nationale. Selon les estimations, les besoins d'importations céréalières pour 2015 devraient s'élever à 445 000 tonnes pour la Guinée, à 440 000 tonnes pour le Libéria et à 300 000 tonnes pour la Sierra Leone – le riz représentant l'essentiel des importations. Sur la base du niveau supposé des importations commerciales, on estime que les besoins alimentaires qui devront être couverts par une allocation budgétaire supplémentaire du gouvernement et/ou par l'aide alimentaire internationale, représenteront environ 90 000 tonnes au Libéria, 55 000 tonnes en Sierra Leone et 44 000 tonnes en Guinée. L'impact du virus Ébola sur les recettes d'exportation de ces pays pourrait être significatif et compromettre leur capacité à financer l'augmentation des besoins d'importation de céréales

La fermeture des frontières, les mesures de quarantaine et autres restrictions ont gravement perturbé la commercialisation des marchandises, y compris des produits agricoles, notamment au Libéria et en Sierra Leone où les activités commerciales ont enregistré un repli significatif, en particulier dans les districts et les comtés placés en quarantaine. Au **Libéria**, les prix au détail du riz importé ont progressé pendant plusieurs mois consécutifs, se hissant à des niveaux bien au-dessus des augmentations saisonnières habituelles. En octobre 2014, les cours du riz importé étaient environ 40 pour cent plus chers qu'au début de l'année. Les prix se sont stabilisés en novembre 2014, mais sont restés à des niveaux supérieurs à l'année précédente sur la plupart des marchés, principalement sous l'effet de la dépréciation du taux de change et de la hausse des coûts du transport. C'est dans le comté de Lofa, où l'épidémie de MVE est apparue, que les prix sont les plus élevés[2]. En **Sierra Leone**, selon *l'International Growth Centre*[3], les prix du marché pour le riz, le manioc et l'huile de palme produits localement sont restés relativement stables entre

[2] Banque mondiale, ISGIS, Gallup 2014. Les répercussions socio-économiques d'Ébola au Libéria. Résultats d'une vague d'enquêtes téléphoniques, 19 novembre 2014.

[3] *International Growth Centre* (2014). Implications de l'épidémie d'Ébola sur les marchés, les commerçants et la sécurité alimentaire en Sierra Leone, novembre 2014.

août et octobre 2014, dans tout le pays. Les hausses des prix observées dans le sud du pays sont probablement liées à des perturbations du commerce avec le Libéria. Globalement, bien que les prix n'aient pas enregistré de tendance anormale, on observe un recul important de l'activité commerciale. Seule une faible part des producteurs de riz (20 pour cent) écoulent leur surplus. La baisse de l'activité commerciale sera particulièrement préjudiciable pour les agriculteurs qui dépendent des cultures de rente comme le cacao et le café. Enfin, en **Guinée**, les prix de détail des principaux produits alimentaires de base sont restés stables entre août et novembre 2014, à l'exception du riz local à Labé, qui, après des mois d'augmentation spectaculaire a chuté brutalement[4]. La fermeture des frontières avec le Sénégal, le Libéria, la Sierra Leone et la Guinée-Bissau ont entrainé une baisse du volume des échanges de produits agricoles entre la Guinée et les pays voisins. La Banque mondiale signale que la pression à la hausse sur les prix des denrées alimentaires, provoquée par les perturbations de la production et les restrictions commerciales, a été atténuée par la faible demande intérieure.

Impact d'Ébola sur l'insécurité alimentaire

Selon les estimations, les personnes en situation d'insécurité alimentaire sévère sont 630 000 au Libéria, 450 000 en Sierra Leone et 970 000 en Guinée. Parmi ces personnes, 170 000 sont en situation d'insécurité alimentaire à cause de la MVE au Libéria, elles sont 120 000 en Sierra Leone et 230 000 en Guinée. Le nombre total d'individus vulnérables à l'insécurité alimentaire est estimé à 1,1 million au Libéria, 2,1 millions en Sierra Leone et 3 millions en Guinée.

On estime qu'en mars 2015, 750 000 personnes pourraient être en situation d'insécurité alimentaire sévère au Libéria, 610 000 en Sierra Leone et 1,2 million en Guinée. Parmi ces personnes, 290 000 seront en situation

Pays	En situation d'insécurité alimentaire sévère – novembre	En insécurité alimentaire à cause de la MVE – novembre 2014
Libéria	630 000	170 000
Sierra Leone	450 000	120 000
Guinée	970 000	230 000

Source: Estimations du PAM.

d'insécurité alimentaire à cause de la MVE au Libéria, elles représenteront 280 000 personnes en Sierra Leone et 470 000 en Guinée. Le nombre total d'individus vulnérables à l'insécurité alimentaire devrait atteindre 1 million au Libéria, 2 millions en Sierra Leone et 2,9 millions en Guinée.

Recommandations

Comme mentionné précédemment, le Libéria devrait être confronté à un déficit alimentaire d'environ 90 000 tonnes, celui-ci devrait être de l'ordre de 55 000 tonnes en Sierra Leone et d'environ 44 000 tonnes en Guinée. Ces besoins alimentaires devront être couverts par l'aide alimentaire internationale et/ou par des ressources publiques supplémentaires. L'analyse indique que différents types d'aide alimentaire seront requis. Outre la nécessité de couvrir le déficit d'importation, des transferts en espèces/des bons alimentaires coupons pourront être nécessaires afin d'assurer un accès à la nourriture aux populations dont la subsistance ne dépend pas de l'agriculture. Compte tenu des réductions de l'activité commerciale, les acquisitions locales dans les zones excédentaires permettront d'assurer une redistribution des surplus. Ainsi, en vue de renforcer la résilience des communautés, il convient de déployer des efforts ciblés pour rétablir les systèmes de production agricole, en fournissant des intrants agricoles tels que des semences, des engrais et des services d'assistance pour faciliter l'adoption de technologies améliorées, après consultation et en partenariat avec les divers acteurs du secteur.

[4] Selon le suivi des prix réalisé par le PAM.